



RAPPORT ANNUEL

Au 31 décembre 2024

INTEXA

Société anonyme au capital de 1 619 200 euros

340 453 463 RCS SAINT-ETIENNE

Siège social : 1, Cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Étienne

Téléphone : 04 77 45 31 31

Sommaire

1. PRESENTATION DU GROUPE ET CHIFFRES CLES	2
1.1. Présentation du Groupe.....	2
1.2. Chiffres clés.....	3
2. RAPPORT DE GESTION	4
2.1. Activité et événements de l'exercice	4
2.2. Examen des comptes de l'exercice 2024.....	4
2.3. Filiales et participations.....	6
2.4. Affectation du résultat.....	7
2.5. Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices	7
2.6. Capital et actionnariat.....	8
2.7. Evènements intervenus depuis le 1er janvier 2025	9
2.8. Perspectives.....	10
2.9. Responsabilité sociale d'entreprise	10
2.10. Facteurs de risques	10
2.11. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques.....	12
3. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	14
3.1. Code de gouvernement d'entreprise.....	14
3.2. Composition du Conseil d'administration	14
3.3. Conditions de préparation et organisation des travaux du Conseil d'administration	15
3.4. Mandats et fonctions des membres du Conseil d'administration et du Directeur général.....	16
3.5. Direction générale.....	20
3.6. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux	20
3.7. Contrôle des comptes.....	20
3.8. Autres informations	21
4. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024	23
4.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	23
4.2. États financiers consolidés.....	26
4.3. Notes aux états financiers consolidés	29
5. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2024.....	43
5.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	43
5.2. États financiers sociaux.....	46
5.3. Notes annexes aux comptes sociaux.....	47
5.4. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	53
6. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	54

1. Présentation du Groupe et chiffres clés

1.1. Présentation du Groupe

Conseil d'administration

Stéphanie ZOLESIO-ROUX

Président

Alfred HAWAWINI

Représentant permanent de Casino, Guichard-Perrachon

Christophe PIEDNOEL

Représentant permanent de Messidor SNC

Kareen CEINTRE

Représentante permanente de Patanoc

Direction générale

Stéphanie ZOLESIO-ROUX

Directeur général

Commissaires aux comptes

Cabinet KPMG S.A.

Titulaire

Cabinet DELOITTE ET ASSOCIÉS

Titulaire

1.2. Chiffres clés

Comptes consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Chiffre d'affaires	281	297	(16)
Résultat opérationnel courant (ROC)	38	115	(76)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe	(557)	178	(734)
<i>En euros par action</i>	(0,55)	0,18	(0,73)
	31/12/2024	31/12/2023	Variation
BILAN CONSOLIDÉ :			
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	3 212	3 768	(557)
Trésorerie nette	386	277	109

Comptes individuels

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Résultat courant avant impôt	(691)	261	(952)
Résultat net de l'exercice	(738)	199	(937)
<i>En euros par action</i>	(0,73)	0,20	(0,93)

2. Rapport de gestion

2.1. Activité et événements de l'exercice

Le groupe Intexa exploite une centrale photovoltaïque de 405 kWc installée sur la toiture du Centre commercial désormais exploité par Auchan de Saint-André-de-Cubzac en Gironde, livrée et en exploitation depuis le 18 septembre 2011. La production de la centrale permet d'économiser près de 30 tonnes de CO₂ par an, soit la consommation moyenne d'une centaine de foyers. Le changement d'enseigne (de Géant à Auchan) intervenu en 2024 sur le site n'a aucun impact sur la poursuite de l'exploitation de la centrale par INTEXA dont l'exploitation a toujours été indépendante de l'activité du magasin et pour laquelle INTEXA dispose de droits d'occupation propres (baux emphytéotiques sur la toiture et sur un local technique jusqu'en février 2031). Ces baux n'ont aucunement été impactés par la cession par Casino du fonds de commerce de l'hypermarché au cours du 1^{er} semestre 2024.

Le chiffre d'affaires consolidé 2024 diminue de 5,4% par rapport à celui de l'année précédente : 281 milliers d'euros contre 297 milliers d'euros en 2023. Ce chiffre d'affaires correspond à la vente à EDF de la production électrique de la centrale photovoltaïque en exploitation.

La société Intexa, société mère, n'a réalisé aucun chiffre d'affaires en 2024.

Eu égard aux dispositions de l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Réalisation de la restructuration financière du groupe Casino

Par jugements rendus le 26 février 2024, le Tribunal de commerce de Paris, après avoir notamment constaté que l'ensemble des conditions suspensives avaient été satisfaites, a arrêté les plans de sauvegarde accélérée de Casino et de ses filiales concernées. L'ensemble des opérations prévues, notamment les opérations sur le capital, ont été mises en œuvre le 27 mars 2024. La réalisation de la restructuration financière de Casino a entraîné un changement de contrôle du groupe Casino au profit de France Retail Holdings S.à r.l. (une entité ultimement contrôlée par M. Daniel Křetínský) et une nouvelle composition du conseil d'administration de Casino, Guichard-Perrachon, actionnaire à hauteur de 97,9% du capital d'Intexa.

2.2. Examen des comptes de l'exercice 2024

Commentaires sur les comptes consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Intexa sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 31 décembre 2024.

Les méthodes comptables exposées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés ont été appliquées de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites à la note 1.1 de cette même annexe.

Les commentaires du Rapport Financier annuel sont réalisés en comparaison avec l'exercice 2023.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2024 s'élève à 281 milliers d'euros contre 297 milliers d'euros en 2023.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 38 milliers d'euros contre 115 milliers d'euros en 2023.

Le résultat opérationnel s'établit à -596 milliers d'euros contre 115 milliers d'euros en 2023 suite à la reconnaissance d'une perte de valeur relative à la centrale photovoltaïque de 634 milliers d'euros (note 2 des comptes consolidés).

À fin décembre 2024, le résultat financier est de 151 milliers d'euros contre 134 milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'ensemble consolidé et le résultat net part du Groupe ressortent à -557 milliers d'euros contre 178 milliers d'euros en 2023.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 112 milliers d'euros contre 191 milliers d'euros en 2023. Au 31 décembre 2024, la trésorerie nette s'élève à 386 milliers d'euros contre 277 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres consolidés, part du groupe, s'établissent à 3 212 milliers d'euros contre 3 768 milliers d'euros à fin 2023.

Commentaires sur les comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis conformément au Code de commerce (articles L 123-12 à L 123-28-2 et R 123-172 à R 123-208-1) et au Plan comptable général (Règlement n°2014-03 de l’Autorité des normes comptables).

Les règles et méthodes comptables appliquées à l’établissement des comptes annuels sont identiques à celles de l’exercice précédent. L’annexe rappelle les principes comptables appliqués par la Société, donne toutes précisions sur les principaux postes du bilan et du compte de résultat ainsi que sur leur évolution.

Au 31 décembre 2024, le total du bilan s’élève à 4 217 milliers d’euros contre 4 063 milliers d’euros en 2023 et les capitaux propres représentent un montant de 3 243 milliers d’euros contre 3 980 milliers d’euros à fin 2023.

Les actifs immobilisés, constitués des titres des sociétés Intexa Participations et Intexa Patrimoine, s’élèvent à 1 millier d’euros au 31 décembre 2024.

L’actif circulant s’élève à 4 217 milliers d’euros contre 4 062 milliers d’euros à fin 2023, dont 4 216 milliers d’euros liés aux comptes courants entre les sociétés apparentées.

Les dettes brutes de la Société s’élèvent à 71 milliers d’euros au 31 décembre 2024 contre 83 milliers d’euros au 31 décembre 2023 et correspondent à des dettes fournisseurs principalement.

Le résultat d’exploitation de l’exercice 2024 ressort à -96 milliers d’euros contre -33 milliers d’euros en 2023. Il prend en compte principalement des honoraires.

Le résultat financier s’élève à -595 milliers d’euros contre 294 milliers d’euros l’année précédente. Ce résultat prend en compte les dividendes des actions Intexa Patrimoine pour 107 milliers d’euros (contre 120 milliers d’euros en 2023), les intérêts sur les comptes courants d’associés pour 201 milliers d’euros contre 174 milliers d’euros en 2023, ainsi qu’une dotation aux provisions de 904 milliers d’euros au titre de la perte reconnue chez Intexa Patrimoine en 2024.

Le résultat courant avant impôts ressort en conséquence à -691 milliers d’euros contre 261 milliers d’euros l’année précédente.

Le résultat net de l’exercice se traduit par une perte de 738 milliers d’euros contre un gain de 199 milliers d’euros en 2023.

En application des dispositions de l’article L. 441-14 du Code de commerce, vous trouverez ci-après, les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients :

— Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l’exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l’article D. 441-6)

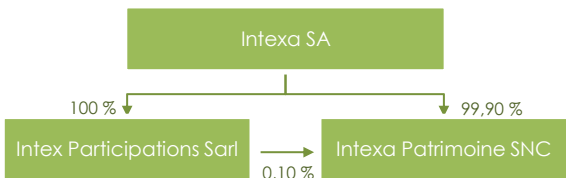
(en milliers d'euros)	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées												
Montant total des factures concernées HT	Néant						Néant					
% du montant total des achats HT de l'exercice												
(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues	Néant						Néant					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (article L. 441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Variable <input type="checkbox"/> Délais légaux :						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : - 30 jours <input type="checkbox"/> Délais légaux :					

— Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D. 441-6)

(en milliers d'euros)	Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées												
Montant cumulé des factures concernées HT			Néant						Néant			
% du montant total HT. des factures reçues dans l'année												
(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues			Néant						Néant			
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (article L. 441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Variable <input type="checkbox"/> Délais légaux :						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : -30 jours <input type="checkbox"/> Délais légaux :					

2.3. Filiales et participations

Organigramme



Activité des filiales

■ Intex Participations

En 2024, la société Intex Participations qui détient 0,10 % du capital de la société Intexa Patrimoine, n’a réalisé aucun chiffre d’affaires au cours de l’exercice écoulé. La perte de l’exercice s’élève à (423) euros contre une perte de (27) euros en 2023.

■ Intexa Patrimoine

Depuis avril 2014, la société Intexa Patrimoine exploite la centrale photovoltaïque de 405 kWc, précédemment exploitée par la société Green Yellow Saint-André-de-Cubzac.

En 2024, la société Intexa Patrimoine a réalisé un chiffre d’affaires hors taxes de 281 milliers d’euros. La perte de l’exercice s’élève à 904 milliers d’euros contre un bénéfice de 107 milliers d’euros l’année précédente. La perte constatée en 2024 s’explique notamment par la perte de valeur de 985 milliers d’euros reconnue sur la centrale photovoltaïque suite aux dommages causés par des événements climatiques (note 2.7).

Opérations avec des apparentées

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec sa société mère, Casino, Guichard-Perrachon qui assure, directement ou à travers ses filiales, l’ensemble des fonctions supports, et notamment les fonctions juridique, comptable, fiscale, la communication financière et les systèmes d’information.

Par ailleurs, l’organisation juridique et opérationnelle du Groupe conduit à ce que les relations commerciales ou prestations de services interviennent entre les filiales ou certaines d’entre elles.

Le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées relate les conventions conclues entre la Société et le Directeur général, l’un des administrateurs ou l’un des actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieur à 10 % ou, s’il s’agit d’une société actionnaire, la société la contrôlant, et qui ne présente pas le caractère d’opérations courantes conclues à des conditions normales.

Aucune convention, autre que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, n’est intervenue, directement ou par personne interposée, entre une filiale de la Société et le Directeur général, l’un des administrateurs ou l’un des actionnaires disposant d’une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société.

Prises de participation et de contrôle en 2024

Néant

2.4. Affectation du résultat

Le Conseil d'administration vous propose d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice :

Perte de l'exercice		-737 737,77 €
Report à nouveau de l'exercice 2023	(+)	1 887 061,19 €
Bénéfice distribuable	(=)	1 149 323,42€
Affectation au compte « Report à nouveau »		1 149 323,42 €

La Société n'a distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

2.5. Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Natures et rubriques	2024	2023	2022	2021	2020
Situation financière en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	1 619 200	1 619 200	1 619 200	1 619 200	1 619 200
Nombre d'actions émises	1 012 000	1 012 000	1 012 000	1 012 000	1 012 000
Résultat global des opérations effectives (en euros)					
Chiffre d'affaires HT					
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	211 612	260 597	136 363	153 003	163 199
Produits (charges) d'impôt sur les bénéfices	(46 540)	(61 983)	(39 096)	(32 797)	(41 957)
Résultat après impôt, amortissements et provisions	(737 738)	198 614	97 267	120 206	121 242
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,16	0,20	0,10	0,12	0,12
Résultat après impôt, amortissements et provisions	(0,73)	0,20	0,10	0,12	0,12
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés de l'exercice	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
Cotisations sociales et avantages sociaux	-	-	-	-	-

2.6. Capital et actionnariat

Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital social s'élevait à 1 619 200 euros, divisé en 1 012 000 actions de 1,60 euro entièrement libérées.

Les actions Intexa (code ISIN : FR0000064958) sont admises aux négociations sur Euronext Paris, compartiment C.

Répartition du capital et des droits de vote

Au 31 décembre 2024, le nombre des droits de vote en Assemblée générale s'élevait à 2 003 545 attachés à 1 012 000 actions ayant le droit de vote.

[illegible]

La répartition du capital et de droits de vote a évolué ainsi qu'il suit au cours des deux dernières années :

	31 décembre 2024				31 décembre 2023			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Casino, Guichard- Perrachon	990 845	97,91 %	1 981 689	98,91 %	990 845	97,91 %	1 981 689	98,91 %
Public	21 155	2,09 %	21 856	1,09 %	21 155	2,09 %	21 856	1,09 %
Total	1 012 000	100,00 %	2 003 545	100,00 %	1 012 000	100,00 %	2 003 545	100,00 %

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire, autre que ceux indiqués ci-dessus, ne détient plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas de pacte d'actionnaires relatifs aux actions de la Société.

Au 31 décembre 2024, les actions détenues directement par les membres des organes de direction ou d'administration d'Intexa représentent 97.91 % du capital et 98.91 % des droits de vote.

Actionnariat salarié

Aucun salarié de la Société n’est actionnaire de la Société, celle-ci n’ayant plus de personnel depuis le 1^{er} mai 2008.

Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et/ou des personnes auxquelles ils sont étroitement liés

(Article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier)

En 2024, aucune opération n’a été réalisée sur les titres de la Société par les dirigeants et/ou les personnes auxquelles ils sont étroitement liés.

Capital autorisé et non émis

L’Assemblée générale des actionnaires a délégué au Conseil d’administration les compétences suivantes en matière d’émission d’actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l’attribution de titres de créances :

Opération	Montant maximal	Modalités	Date de l’autorisation	Durée	Echéance
Augmentation de capital par émission d’actions ou de valeurs mobilières donnant droit à l’attribution d’actions nouvelles et/ou existantes avec maintien du DPS ⁽²⁾ .	800 000 € ⁽¹⁾	Avec DPS ⁽²⁾	23 juin 2023	26 mois	22 août 2025
Augmentation de capital par émission d’actions ou de valeurs mobilières donnant droit à l’attribution d’actions nouvelles et/ou existantes, avec suppression du DPS ⁽²⁾ par voie d’offre au public.	800 000 € ⁽¹⁾	Sans DPS ⁽²⁾	23 juin 2023	26 mois	22 août 2025
Augmentation de capital par émission d’actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou existantes, avec suppression du DPS ⁽²⁾ par voie de placement privé visé à l’article L. 411-2, 1° (anciennement article L. 411-2, II) du Code monétaire et financier.	800 000 € ⁽¹⁾	Sans DPS ⁽²⁾	23 juin 2023	26 mois	22 août 2025
Augmentation de capital par émission d’actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d’offre publique d’échange initiée par la Société.	800 000 € ⁽¹⁾	Sans DPS ⁽²⁾	23 juin 2023	26 mois	22 août 2025
Augmentation de capital par émission d’actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	10 % du capital	Sans DPS ⁽²⁾	23 juin 2023	26 mois	22 août 2025

(1) Le montant des titres de créances qui pourront être émis immédiatement ou à terme, ne doit pas excéder 5 000 000 € ou sa contre valeur en devises ou en toute unité de compte par référence à plusieurs monnaies.
(2) DPS : droit préférentiel de souscription.

Aucune des délégations données n’a été utilisée par le Conseil d’administration au cours de l’exercice 2024.
Il est proposé à l’Assemblée générale d’émettre de nouvelles délégations de compétences au profit du Conseil d’administration en matière d’émission d’actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l’attribution de titres de créances pour remplacer l’ensemble des autorisations arrivant à échéance en 2025.

2.7. Evènements intervenus depuis le 1er janvier 2025

La Direction de la Société a été informée par son mandataire technique, la société GreenYellow, en charge de la gestion de la centrale photovoltaïque située à Saint André de Cubzac et exploitée par la société Intexa Patrimoine, que divers évènements climatiques antérieurs au 31 décembre 2024 ont causé des dommages matériels significatifs aux installations.
Réuni le 21 mars 2025, le Conseil d’administration a pris connaissance d’un rapport d’expertise et de comptes-rendus d’observations mettant en évidence une dégradation importante des panneaux photovoltaïques et a donc décidé, à titre préventif, d’interrompre temporairement l’exploitation de la centrale.

2.8. Perspectives

A la suite de l’arrêt temporaire de la centrale de Saint-André-de-Cubzac, et à la demande des membres du Conseil d’administration de la Société, des investigations approfondies sont en cours afin d’établir un diagnostic complet de l’état des installations, d’évaluer les conditions d’un redémarrage et d’examiner les options envisageables. Le prestataire technique de la Société, GreenYellow, a été mandaté dès le 21 mars 2025 afin de coordonner cette phase de diagnostic.

A l’issue de ces investigations, qui pourraient durer plusieurs mois, le Conseil d’administration de la Société se réunira pour examiner la possibilité d’une reprise d’activité dans des conditions économiques viables. La Société tiendra le marché informé dès qu’elle disposera d’informations plus précises sur l’état des installations de la centrale et l’étendue des mesures requises pour permettre le redémarrage de son exploitation.

La Société étudiera toute opportunité visant à enrichir son portefeuille d’actifs dans les énergies renouvelables, notamment de centrales photovoltaïques, mais aussi dans tout autre domaine, énergie, immobilier ou commercial.

2.9. Responsabilité sociale d'entreprise

Le dispositif de reporting de durabilité issu de la *Corporate Sustainability Reporting Directive* « CSRD » transposée en France par l’Ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 et le décret n°2023-1394 du 30 décembre 2023 n’est pas applicable à la Société pour l’exercice clos le 31 décembre 2024 au regard des seuils fixés pour l’application de cette obligation de reporting.

Le règlement « Taxonomie » n’est pas non plus applicable à la Société au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2024.

2.10. Facteurs de risques

La gestion des risques propres à Intexa s’intègre dans la politique de gestion des risques mise en œuvre par sa société mère, Casino, Guichard-Perrachon.

Risques de marché

● ○ ○ risque faible

Risques de taux

N’ayant souscrit aucun emprunt, l’exposition de la Société au risque de taux est nulle. Il en est de même de ses filiales.

Risques de change

Le groupe Intexa, implanté uniquement en France, n’est pas soumis aux risques de change.

Risques sur action et autres instruments financiers

La Société ne détient pas de ses propres actions, ni d’investissements financiers dans d’autres sociétés que ses filiales. Ni la Société, ni ses filiales n’ont souscrit d’instruments monétaires soumis au risque sur actions.

Risque de liquidité

● ○ ○ risque faible

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances pour les 12 mois à venir.

Dans le cadre de la Convention de Compte Courant et de Gestion de Trésorerie mise en place avec la société Casino Finance, Intexa pourrait utiliser ce compte pour financer son activité.

Risques liés à l'actionnaire majoritaire

● ○ ○ risque faible

Casino en sa qualité d’actionnaire majoritaire exerce une influence significative sur la Société et peut par ailleurs adopter seule toutes les résolutions soumises à l’approbation des actionnaires réunis en Assemblée générale ordinaire et en Assemblée générale extraordinaire. Le groupe Casino a donc la faculté de prendre seul des décisions de toute nature, dans le respect de l’intérêt social de la Société.

Risques sur les matières premières

● ○ ○ risque faible

Du fait de leur activité, ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises au risque sur les matières premières.

Risques crédit et/ou de contrepartie

● ○ ○ risque faible

Ni la Société, ni ses filiales n'ont un risque crédit et/ou de contrepartie.

Risques opérationnels

● ● ● risque élevé

La centrale fait l'objet d'un contrat de maintenance permettant de faire face à toute défaillance de la centrale et d'assurer la poursuite de l'exploitation, hors cas de dégradation majeure, qui peut alors entraîner une interruption temporaire de la centrale, le temps d'effectuer les réparations éventuellement nécessaires.

La centrale étant exposée aux intempéries, il existe un risque opérationnel de dégradations liées à des événements climatiques (tempêtes, grêle, etc), qui peut impacter significativement la situation financière de la Société et de ses filiales.

En particulier, des dégradations constatées sur les panneaux photovoltaïques de la centrale de Saint-André de Cubzac à la suite d'événements climatiques antérieurs au 31 décembre 2024, ont eu pour conséquence un arrêt temporaire de l'exploitation de la centrale à titre préventif en date du 21 mars 2025.

A ce jour la Société et sa filiale mènent des études, en lien avec le prestataire technique GreenYellow, afin d'évaluer les conditions d'un redémarrage et d'examiner les options envisageables.

Les conclusions de ces investigations pourraient conduire la Société à (i) remettre en état opérationnel la centrale en maintenant la technologie existante ; (ii) fermer définitivement la centrale ou (iii) réinvestir dans une nouvelle centrale avec de nouvelles technologies.

La Société ne dispose pas d'une visibilité suffisante sur les paramètres économiques de chacune des options décrites précédemment (notamment les dépenses et coûts d'investissement associés), qui demeurent en cours d'analyse. Toutefois, dans tous les cas de figure, le Groupe sera en mesure de financer ses choix grâce aux actifs liquides dont il dispose ou de faire face à ses passifs en cas de fermeture définitive de la centrale.

A ce jour, la fermeture temporaire de la centrale entraîne une perte de chiffre d'affaires d'environ 23k€ par mois (calculés sur la base de la moyenne mensuelle constatée en 2024) et a occasionné des coûts de mise en sécurité estimés à environ 35k€ HT.

Par ailleurs, l'impact du niveau d'ensoleillement est quant à lui peu significatif sur l'activité de la centrale (plus ou moins 5 %).

Risques industriels et environnementaux

● ○ ○ risque faible

Compte tenu de leur activité, ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises à des risques industriels et environnementaux.

Risques juridiques

● ● ○ risque modéré

La Société n'est soumise à aucune réglementation particulière, sauf la réglementation qui régit les sociétés dont les titres sont négociés sur un marché réglementé. Intexa Patrimoine, afin de bénéficier du tarif de rachat de sa production électrique par EDF pour l'exploitation de sa centrale de 405 kWc, doit respecter les conditions du contrat d'achat qui la lie à EDF jusqu'au 10 août 2031.

Ni la Société, ni ses filiales ne font l'objet d'une procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la société financière ou la rentabilité de la Société et/ou de ses filiales.

Risques de perturbation / interruption d'activité

● ● ● risque élevé

Des événements catastrophiques tels que attaques terroristes, guerres, inondations, incendies, tremblements de terre, violentes intempéries, pandémies ou épidémies (COVID 19) pourraient entraîner des retards de projets ou des travaux, ou une dégradation de la conjoncture économique impactant les opérations en cours ou projetées.

Assurances et couverture des risques

Intexa, est couvert par des polices d'assurances spécifiques à son activité, souscrites par la société GreenYellow SAS. En tant que filiale du groupe Casino, en qualité d'assuré additionnel, Intexa bénéficie également des programmes d'assurances du groupe Casino quand cela est rendu possible. Intexa dispose de garanties similaires à celles souscrites par des entreprises de même taille dans le secteur, qui répondent à ses besoins propres et à la destination commerciale de ses actifs.

Un contrat de gestion commerciale avec la société GreenYellow SAS de 2020 prévoit que cette dernière doit veiller à ce qu'Intexa dispose des assurances nécessaires et appropriées à son activité. Les garanties et les limites de couverture sont déterminées avec le soutien des Cabinets conseils et de courtage, des pratiques de marché des assureurs, des modèles d'analyses des risques et des enjeux financiers.

En particulier, à la date du présent rapport, les programmes d'assurances suivants ont été renouvelés :

Assurance de dommages aux biens et/ou de pertes d'exploitations/Bris de machines, pertes de recettes

Ce programme assurance a été normalement renouvelé à l'échéance du 1er juillet 2024, les risques précédemment assurés ayant tous été remplacés.

Sont notamment couverts les dommages aux biens, les conséquences de bris de machine et de pertes de recettes consécutives à un incendie, une explosion, un acte de malveillance, un effondrement, un événement naturel, une catastrophe naturelle, les vols ou tentatives de vols, les dommages électriques, ainsi que les recours des voisins et des tiers dans les limites négociées avec les marchés d'assurances.

Responsabilité Civile

Sont notamment couverts les dommages corporels, matériels et/ou financiers subis par des tiers du fait d'une faute, une erreur, une omission dans la prestation d'Intexa ou dans l'exploitation de son activité.

La gestion des sinistres

Selon les cas, la gestion des sinistres est confiée à la société GreenYellow SAS avec le soutien de la Direction Assurances du Groupe casino, des opérationnels et des Directions d'Intexa. Lorsque les polices du Groupe casino sont sollicitées, la Direction des Assurances du Groupe, supervise l'instruction des sinistres et le règlement des indemnités d'assurances, en relation avec les assureurs, les experts et les conseils.

Ces couvertures sont celles négociées avec les assureurs pendant l'exercice 2024 et en vigueur à la date d'émission du présent rapport. Elles ne peuvent être considérées comme permanentes car sont sujettes à de possibles variations/adaptations pour tenir compte de la sinistralité, des contraintes du marché de l'assurance ou de l'évolution des risques d'Intexa. A la date d'établissement du présent document, un sinistre a été déclaré en 2024, sur le programme de dommage aux biens, susceptible de réduire les conditions actuelles de couvertures d'assurance et /ou de modifier les primes à l'échéance du renouvellement de juillet 2025.

Le sinistre intervenu sur la centrale en lien avec des épisodes de grêle a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'assureur de la Société par Greenyellow. Les expertises d'assurance sont en cours.

2.11. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne d'Intexa sont élaborés à partir du cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Le présent rapport a été présenté, pour examen et avis, à la Direction générale, et soumis, conformément à la loi portant « Diverses Dispositions d'Adaptation du droit des sociétés au droit Communautaire du 3 juillet 2008 », pour approbation au Conseil d'administration de la société Intexa.

Périmètre de la gestion des risques et du contrôle interne

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne d'Intexa tels qu'ils sont décrits dans le présent rapport sont ceux applicables à la société-mère et à ses filiales contrôlées au sens du Code de Commerce, en application du cadre de référence de l'AMF. Comme le précise ce dernier, les dispositifs sont adaptés aux caractéristiques propres de chacune des sociétés et aux relations entre la société mère et ses filiales.

Acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne

La Direction générale d'Intexa et de ses filiales contrôlées a la charge de définir, concevoir et mettre en œuvre les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne. Ces tâches sont effectuées sous l'autorité de la maison-mère d'Intexa, Casino Guichard-Perrachon, qui détient 97,91 % du capital d'Intexa au 31 décembre 2024, et assure l'ensemble des fonctions support d'Intexa.

Les collaborateurs ont pour mission de faire fonctionner les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne et de travailler à leur amélioration continue.

Limites de la gestion des risques et du contrôle interne

Comme le souligne le cadre de référence de l'AMF, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne ne peuvent pas fournir une garantie absolue que les objectifs de la Société seront atteints. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système,

qui peuvent résulter de nombreux facteurs endogènes et exogènes.

Principes généraux de gestion des risques

Définition de la gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques du groupe Intexa, intégré dans celui du groupe Casino, comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques du Groupe. Ce dispositif vise à permettre aux dirigeants sinon de faire disparaître ces risques, du moins de les maintenir à un niveau acceptable pour la Société.

Objectifs de la gestion des risques

La gestion des risques vise plus particulièrement à contribuer à :

- créer et préserver la valeur, les actifs et la réputation de la Société ;
- sécuriser la prise de décision et les processus de la Société pour favoriser l'atteinte des objectifs ;
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs de la Société ;
- mobiliser les collaborateurs autour d'une vision commune des principaux risques.

Principes généraux de contrôle interne

Définition du contrôle interne

Le contrôle interne est, au sein d'Intexa, un dispositif défini et mis en œuvre sous la responsabilité de la Société mère, Casino Guichard-Perrachon, lui permettant de contribuer à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Objectifs du contrôle interne

Il vise plus particulièrement à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;

- la fiabilité des informations financières.

Dispositif de contrôle interne

Le contrôle interne d'Intexa est exercé par sa maison-mère, Casino Guichard-Perrachon, qui assure l'ensemble des fonctions supports, et notamment les fonctions juridique, comptable, fiscale, la communication financière et les systèmes d'information, construits sur les standards et référentiels de la profession. Le contrôle interne des activités métiers d'Intexa est également mis en œuvre avec le support de différentes sociétés du groupe Casino.

Dans l'exercice de leur fonction, les Commissaires aux comptes sont également appelés à prendre connaissance de l'organisation et du fonctionnement des procédures de contrôle interne en application, à présenter leurs observations, le cas échéant, sur la description donnée sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et à attester l'établissement des autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce. Le présent rapport sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques a fait l'objet, à ces fins, d'une relecture par l'Audit externe.

Le contrôle interne relatif à l'information comptable et financière publiée

Le contrôle interne comptable et financier vise plus particulièrement à assurer :

- la conformité des informations comptables et financières publiées avec les règles applicables ;
- l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale au titre de ces informations ;
- la fiabilité des informations diffusées et utilisées en interne à des fins de pilotage ou de contrôle dans la mesure où elles

concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière publiée ;

- la fiabilité des comptes publiés et celle des autres informations communiquées au marché ;
- la préservation des actifs ;
- la prévention et la détection des fraudes et irrégularités comptables et financières, dans la mesure du possible.

Le périmètre du contrôle interne comptable et financier, décrit ci-avant, comprend la Société mère Intexa et les sociétés intégrées dans ses comptes consolidés.

Conformément aux dispositions légales, la société Intexa dispose d'un collège de deux Commissaires aux comptes, mandatés en 2008, 2011, 2014, 2017, 2020 et 2023. Dans le cadre de leur mission, ils s'assurent que les comptes annuels sont réguliers et sincères au regard des règles et principes comptables, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et patrimoniale en fin d'exercice.

Les données financières utilisées en communication financière sont préparées et validées par les services de comptabilité et de contrôle de gestion, préalablement à leur publication.

Les services juridiques et comptables du groupe Casino contribuent en outre à la réalisation du rapport financier annuel de l'entité.

Conclusion

L'objectif d'Intexa est de continuer à optimiser ses dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne, en s'appuyant sur l'expertise de sa maison mère, Casino, Guichard-Perrachon, ces dispositifs s'inscrivant dans un processus d'amélioration continue, visant à assurer la mise en œuvre des meilleures pratiques en la matière.

3. Gouvernement d'entreprise

3.1. Code de gouvernement d'entreprise

La Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise Middledent de 2009, révisé en septembre 2021.

Toutefois, eu égard à l'activité de la Société portant sur l'exploitation d'une centrale photovoltaïque le Conseil d'administration est composé de cadres dirigeants et de responsables du groupe Casino, la société Casino, Guichard-Perrachon détenant 98 % du capital et 99 % des droits de vote, choisis pour leur compétence, leur ancienneté et leur complémentarité.

Conformément aux dispositions de l'article L. 821-68 alinéa 5 du Code de commerce, la société Intexa est exemptée de la mise en place d'un Comité spécialisé, la société Casino, Guichard-Perrachon la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, étant elle-même soumise à cette obligation.

La Société veille cependant à ce que les membres du Conseil d'administration disposent de la compétence financière et comptable visée par l'article L. 821-67, alinéa 2, du Code de commerce.

3.2. Composition du Conseil d'administration

Sous réserve des dispositions légales applicables en cas de fusion avec une autre société anonyme, le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus (article 14 des statuts). Toute personne morale peut être nommée aux fonctions d'administrateur, celle-ci étant tenue de désigner, pour participer aux délibérations du Conseil d'administration et, généralement, pour exercer ce mandat d'administrateur, un représentant permanent pour la durée du mandat de la personne morale administrateur, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'il était administrateur en son nom propre.

Au 28 avril 2025, le Conseil d'administration est composé de quatre administrateurs :

- Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX
Président du Conseil d'administration – Directeur général ;
- La société Casino, Guichard-Perrachon
Représentée par Monsieur Alfred HAWAWINI ;
- La société Messidor SNC
Représentée par Monsieur Christophe PIEDNOEL ;
- La société Patanoc
Représentée par Madame Kareen CEINTRE.

Les administrateurs dont la durée des fonctions est de trois années, sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires et sont rééligibles sans limitation de mandats. Toutefois, conformément à l'article 16 des statuts, « nul ne peut être nommé administrateur ou représentant permanent d'administrateur personne morale, si ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil, le nombre d'administrateur et de représentants permanents d'administrateurs personnes morales ayant dépassé cet âge ». En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification de la plus proche Assemblée générale. Si la nomination d'un administrateur faite par le Conseil n'est pas ratifiée par l'assemblée, les actes accomplis par cet administrateur et les délibérations prises par le Conseil pendant la gestion provisoire, n'en sont pas moins valables. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre administrateur ne demeure en fonction que le temps restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

Le mandat d'administrateur de Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX arrive à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée générale. Il vous est proposé de le renouveler pour une durée de 3 ans.

Le Conseil d'administration comprend deux femmes, soit 50 % de ses membres. Cette représentation est conforme à la loi sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administrations.

Chaque administrateur doit, en vertu de l'article 15 des statuts, être propriétaire d'au moins une action.

3.3. Conditions de préparation et organisation des travaux du Conseil d'administration

Les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration sont définies par la loi et les statuts de la Société.

■ Modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'administration

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général sont unifiées depuis le 18 octobre 2022 et sont assurées par Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX depuis le 27 mars 2024.

L'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration sont définis par la loi et les statuts de la Société ainsi que par le règlement intérieur de la Société qui permet la participation des administrateurs aux séances du Conseil par visioconférence et tout autre moyen de télécommunication.

Le Président Directeur général est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

A ce titre, les éléments indispensables à l'examen des points sur lesquels est appelé à débattre le Conseil d'administration sont communiqués aux membres du Conseil d'administration préalablement à la réunion du Conseil.

Informations privilégiées – Opérations sur titres

En application des dispositions des articles 17 et 18 du Règlement n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement « MAR ») visant les informations privilégiées, les administrateurs sont inscrits sur la liste des initiés permanents établie par la Société. La Société a informé, conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement MAR, les personnes concernées de leur inscription sur la liste, des règles applicables à la détention, à la communication et à l'exploitation d'une information privilégiée et des sanctions encourues en cas de violation de ces règles.

En outre, la Société a informé ses mandataires sociaux, en application de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, qu'il leur appartient de notifier à l'AMF et à la Société, les transactions qu'ils effectuent sur les titres de la Société. Ces dispositions sont également applicables aux personnes assimilées ainsi qu'aux personnes qui leur sont étroitement liées.

■ Attributions et missions du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-35 du Code de commerce, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux, environnementaux, sportifs et culturels de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il opère également les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'administration procède notamment à l'examen et à l'arrêté des comptes annuels et semestriels, ainsi qu'à la présentation des rapports sur l'activité et les résultats de la Société. Il examine, en vue de son approbation, le rapport sur le gouvernement d'entreprise. Il nomme son Président et le Directeur général et il fixe, le cas échéant, la rémunération. Il détermine le mode d'exercice unifié ou dissocié de la Direction générale.

Pouvoirs du Président, Directeur-général

Au sein du Conseil d'administration, le Président, Directeur général en organise et dirige les travaux dont il rend compte à l'Assemblée générale des actionnaires.

À cet égard, il convoque les réunions du Conseil d'administration, en établit l'ordre du jour et le procès-verbal de chacune des réunions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président, Directeur général est, conformément à l'article L.225-56 du Code de Commerce, investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi réserve expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente la Société à l'égard des tiers.

Dans le cadre d'une bonne gouvernance d'entreprise, le Conseil d'administration a décidé que sont soumises à son autorisation préalable certaines opérations de gestion en considération de leur nature ou de leur montant. Ainsi, le Président, Directeur général ne peut effectuer sans l'autorisation préalable du Conseil d'administration :

- toute opération susceptible d'affecter la stratégie de la Société et des sociétés qu'elle contrôle, leur structure financière ou leur périmètre d'activité, en particulier conclure ou résilier tout accord de nature à engager, de manière significative, l'avenir de la Société et/ou de ses filiales ;
- toute opération ou engagement lorsqu'elle ou il dépasse un montant supérieur à quatre cent mille (400 000) euros et notamment :
 - toute souscription et tout achat de valeurs mobilières, toute prise de participation immédiate ou différée dans tout groupement ou société, de droit ou de fait ;
 - toute cession, totale ou partielle, de participations ou de valeurs mobilières ;
 - toute acquisition ou cession de créances, de droits au bail ou autres valeurs incorporelles ;
 - tout apport ou échange, avec ou sans soulte, portant sur des biens, droits, titres ou valeurs ;
 - toute acquisition ou cessions de biens ou droits immobiliers ;
 - toute émission de valeurs mobilières par les sociétés contrôlées directement ou indirectement ;
 - tout acte en vue de consentir ou d'obtenir tout prêt, emprunt, crédit ou avance de trésorerie ;
 - toute transaction et tout compromis, en cas de litige.

Toutefois, le seuil de quatre cent mille euros ne s'applique pas aux opérations internes au groupe Intexa.

Activité du Conseil d'administration

En 2024, le Conseil d'administration s'est réuni trois fois. Le taux de participation des administrateurs s'est élevé à 58,33 %.

Le Conseil d'administration a notamment arrêté les comptes annuels 2023, du 1^{er} semestre 2024, examiné l'activité de la Société arrêté ses rapports et les projets de résolutions soumis à l'Assemblée générale ordinaire du 24 juin 2024. Par ailleurs, le Conseil d'administration a arrêté le rapport du Conseil sur le Gouvernement d'entreprise.

Modalités de détermination des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux

Le Président Directeur général exerce ses fonctions au sein de la société Intexa en sa qualité de collaborateur du groupe Casino et ne perçoit ni rémunération, ni avantages, ni rémunération perçue au titre de son activité en qualité d'administrateur ou de Directeur général de la société Intexa.

3.4. Mandats et fonctions des membres du Conseil d'administration et du Directeur général

Les mandats ayants pris fin en 2024 sont indiqués par « * », ceux ayant pris fin en 2025 par « ** ».

Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX

Administrateur, Président du Conseil d'administration et Directeur général depuis le 27 mars 2024

- Date de naissance : 23 novembre 1983.
- Nationalité : française.
- Date de première nomination en qualité d'administrateur : 27 mars 2024.
- Fin de mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2025 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2024.
- Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 1.
- Adresse professionnelle : Groupe Casino, 123 quai Jules Guesde – 94400 Vitry Sur Seine

— Expertise et expérience

Diplômée d'HEC, Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX a occupé différentes fonctions opérationnelles puis de Directrice de la stratégie au sein de foncières cotées dont Unibail Rodamco et Hammerson. En 2014, Elle rejoint le Groupe Casino pour y développer et diriger les investissements immobiliers. Madame Stéphanie ZOLELIO-ROUX prend ensuite la tête des opérations immobilières de la filiale IGC (L'Immobilière Groupe Casino), puis devient Directrice générale exécutive d'IGC en 2022 avant d'en prendre la Présidence en 2023. Elle supervise également les activités Fintechs du Groupe Casino depuis 2023. Elle est également membre du COMEX du Groupe Casino depuis 2022.

— Fonctions principales

- Présidente de l'Immobilière Groupe Casino et membre du COMEX du Groupe Casino.

— Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025

Au sein du groupe Casino

- Président des sociétés Carré Gramont, Forecas 3, IGC Services, Ilybis, L'Immobilière Groupe Casino et Scale Max ;
- Gérant non associé des sociétés Intex Participations, Iznik et Robin Investments sarl ;
- Co-gérant de la société Les portes de Feytiat ;
- Représentant permanent de la société l'Immobilière Groupe Casino au conseil d'administration du GIE K'Store
- Membre du Comité Stratégique de la société Bankin'.

Hors du groupe Casino

- Membre du Conseil de surveillance de la société Groupe Promo Gerim

— Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)

- Président des sociétés Sudeco, Lugh**, Lugh EME**, Lugh Financial Services**
- Directeur Général de la société ScaleMax ;
- Membre du Comité Stratégique de la société SCI RENNES-ANGLET ;
- Administrateur de la société Vivéris Odyssée SPICAV ;
- Représentant permanent de la société La Forézienne de Participations au Conseil d'administration de la société Shopping Property Fund 1SPICAV

Société CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Administrateur

- Société anonyme au capital de 4 009 397,13 euros.
- Siège social : 1, Cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Étienne.
- N° d'identification : 554 501 171 RCS Saint-Étienne.
- Date de première nomination : 10 juillet 2008.
- Date du dernier renouvellement 23 juin 2023.
- Fin de mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2026 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2025.
- Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 990 845.

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025***Au sein du groupe Casino**

- Néant.

Hors du groupe Casino

- Administrateur de la société Loire Télé.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)*

- Administrateur de la société Floa ;
- Membre du Conseil de surveillance de la société Geimex ;
- Membre du Comité de surveillance de la société Monoprix.

— *Représentant permanent de la société Casino, Guichard-Perrachon au Conseil d'administration***Monsieur Alfred HAWAWINI depuis le 17 avril 2024**

- Date de naissance : 13 mars 1980
- Nationalité : française.
- Adresse professionnelle : Groupe Casino, 123 quai Jules Guesde – 94400 Vitry Sur Seine

— *Expertise et expérience*

- Diplômé de l'ESCP, Monsieur Alfred Hawawini a débuté sa carrière en 2005 comme consultant chez Capgemini Consulting, avant de rejoindre en 2008 le groupe Carrefour où il occupe successivement des postes à la stratégie, en hypermarché et aux achats non-alimentaires. Après un MBA à l'Insead, il rejoint en 2014 le groupe METRO en tant que Directeur de la Stratégie et du M&A pour évoluer ensuite au poste de Directeur des achats alimentaires et membre du Comex Pro à Pro. En 2019, il devient responsable commercial France et Europe du Sud chez Google. En mars 2024, Monsieur Alfred Hawawini rejoint le groupe Casino en qualité de Directeur de la Stratégie et de la Transformation avant de devenir en septembre 2024 Directeur Général de Monoprix

— *Fonctions principales*

- Directeur Général de Monoprix et membre du COMEX

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025***Au sein du groupe Casino**

- Président des sociétés Casino International, Monoprix Exploitation, Monoprix Holding et O'Monoprix
- Directeur Général de la société Monoprix
- Représentant Permanent de la société Patanoc au Conseil d'administration de la société Casino Finance
- Représentant Permanent de la société Monoprix Holding au Conseil d'administration de la société Cash Price 1

Hors du groupe Casino

- Néant.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)*

- Co-gérant non associé de la société Galco*
- Liquidateur de la société Galco*

Société PATANOC

Administrateur

- Société par actions simplifiée au capital de 40 000 €.
- Siège social : 1, Cours Antoine Guichard - 42000 Saint-Étienne.
- 428 250 591 R.C.S SAINT-ETIENNE.
- Date de première nomination : 26 juin 2020
- Dernier renouvellement : 23 juin 2023.
- Fin de mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2026 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2025.
- Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 1.

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025*

Au sein du groupe Casino

- Administrateur de la société Casino Finance.

Hors du groupe Casino

- Néant.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)*

- Administrateur de la société Cdiscount.

— *Représentant permanent de la société Patanoc*

Madame Kareen CEINTRE

- Date de naissance : 8 juillet 1963.
- Nationalité : française.
- Adresse professionnelle : Groupe Casino, 123 quai Jules Guesde – 94400 Vitry sur Seine.

— *Expertise et expérience*

Titulaire d'une double maîtrise en droit des affaires et droit des affaires internationales (1984), d'un DESS de droit des affaires internationales (1985 - Université de Tours) et d'un MBA d'HEC (1985-1987), Madame Kareen Ceintre a débuté sa carrière en 1987 à la Banque Indosuez au sein du Département des émissions d'actions qu'elle quitte en 1997 pour rejoindre la Direction juridique de la société Rhône-Poulenc en charge du droit financier et du droit boursier jusqu'en février 1999. Elle rejoint en mars 1999, la société Alstom où elle occupe les fonctions de Secrétaire du Conseil d'administration en charge de la gouvernance et de directrice du droit des sociétés, du droit financier et du droit boursier jusqu'au 31 octobre 2015. Depuis novembre 2015, elle est Secrétaire du Conseil d'administration de la société Casino, Guichard-Perrachon et des comités du Conseil.

— *Fonction principale*

- Secrétaire du Conseil d'administration de la société Casino, Guichard-Perrachon et de ses comités.

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025*

Au sein du groupe Casino

- Néant

Hors du groupe Casino

- Néant.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)*

- Néant.

Société MESSIDOR SNC

Administrateur

- Société en nom collectif au capital de 49 007 500 €.
- Siège social : 1, Cours Antoine Guichard - 42000 Saint-Étienne.
- 351 601 745 R.C.S SAINT-ETIENNE.
- Date de première nomination : 10 juillet 2008.
- Dernier renouvellement : 23 juin 2023.
- Fin de mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2026 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2025.
- Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 1.

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025*

Au sein du groupe Casino

- Administrateur des sociétés, Casino Finance, Cdiscount et PLMP.

Hors du groupe Casino

- Néant.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années (hors les mandats et fonctions ci-dessus)*

- Administrateur des sociétés, Boidis, Bréal*, Codim 2, Fox, Meymacienne de Supemarchés et Distridyn**;
- Membre du Comité de surveillance de la société Monoprix.

— *Représentant permanent de la société Messor SNC*

Monsieur Christophe PIEDNOËL depuis le 17 avril 2024

- Date de naissance : 13 juillet 1964.
- Nationalité : française.
- Adresse professionnelle : Groupe Casino, 123 quai Jules Guesde – 94400 Vitry sur Seine

— Expertise et expérience

Titulaire d'une maîtrise des sciences et techniques de l'Environnement et d'un DESS en Communication, Monsieur Christophe Piednoël a complété sa formation à l'INSEAD par un « General Management Program ». Il a alterné des postes dans le secteur public ou parapublic (ministère de l'Environnement, Institut Curie, Réseau ferré de France et SNCF) et dans de grands groupes internationaux, dont certains cotés (Suez, Axa, Saur). Avant de rejoindre le Groupe Casino en mars 2024 en qualité de Directeur Communication, Affaires Publiques et RSE, Monsieur Christophe Piednoël était Directeur Général de la communication, des affaires publiques et réglementaires et de la RSE et membre du Comité Exécutif du Groupe Lactalis.

— Fonctions principales

- Directeur Communication, Affaires Publiques et RSE du Groupe Casino et membre du COMEX

— *Autres mandats et fonctions exercés en 2024 et se poursuivant au 28 avril 2025*

Au sein du groupe Casino

- Représentant permanent de la société Messor Snc au Conseil d'administration de PLMP
- Vice-Président du Conseil d'administrateur de la Fondation d'Entrepris Monoprix'

Hors du groupe Casino

- Néant.

— *Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années*

- Administrateur de la Fondation d'Entrepris Casino*.

3.5. Direction générale

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général ont été unifiées par le Conseil d'administration du 18 octobre 2022 et sont assurés par Madame Stéphanie ZOLESIO-ROUX depuis le 27 mars 2024.

Limitation des pouvoirs du Directeur général

Le Directeur général est, conformément à l'article L. 225-56 du Code de commerce, investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en

toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi réserve expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente la Société à l'égard des tiers.

Toutefois, dans un souci de bonne gouvernance, le Conseil d'administration a décidé de soumettre à son autorisation certaines opérations de gestion en fonction de leur nature ou de leur montant. Ces limitations sont détaillées dans la section 3.3.

3.6. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

Rémunérations des dirigeants

Rémunérations, avantages de toute nature versés par la société Intexa et/ou les sociétés qu'elle contrôle

Attribution d'options de souscription ou d'achat d'action et/ou d'actions gratuites par la Société et/ou les sociétés qu'elle contrôle

Dans le cadre des dispositions de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, nous vous précisons que Monsieur Guillaume APPÉRE, Président Directeur général dont le mandat a pris fin le 27 mars 2024 et Madame Stéphanie ZOLESIO-ROUX, Président Directeur général de la société depuis le 27 mars 2024 n'ont perçu, aucune rémunération (au titre d'un contrat de travail ou de leur mandat d'administrateur), ni avantage de toute nature de la Société et/ou des sociétés qu'elle contrôle.

Ils n'ont pas été et ne sont pas attributaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, ni d'actions gratuites consenties par la Société et/ou les sociétés qu'elle contrôle.

Par ailleurs, ils n'étaient ou ne sont pas titulaire d'un contrat de travail au sein de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle. Ils n'ont bénéficié d'aucun régime de retraite supplémentaire, ni d'indemnités en cas de cessation de ses fonctions, ni relatives à une clause de non-concurrence.

En l'absence de rémunération pour 2024 et 2025, aucune résolution n'est présentée au titre de l'approbation de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2024 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil d'administration et du Directeur général ou au titre de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur général.

Rémunérations des autres mandataires sociaux

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, nous vous précisons que les sociétés Casino, Guichard-Perrachon, Messidor SNC et Patanoc, administrateurs, et leurs représentants permanents au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (Mesdames Delphine SULIÉ (dont le mandat a pris fin le 17 avril 2024) et Kareen CEINTRE et Messieurs Pascal RIVET (dont la mandat a pris fin le 17 avril 2024), Alfred HAWAWINI et Christophe PIEDNOËL) n'ont perçu, comme lors des exercices précédents, aucune rémunération (au titre d'un contrat de travail ou de leur mandat d'administrateur), ni avantage de toute nature de la Société et/ou des sociétés qu'elle contrôle. Aucune résolution relative à la politique de rémunération des administrateurs n'est soumise à l'Assemblée générale.

3.7. Contrôle des comptes

Commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes

■ KPMG S.A.

Associé signataire : Sandrine Georges Degerine.

Date du premier mandat : 23 juin 2023.

Date d'expiration du dernier mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2026 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2025.

■ Deloitte & Associés

Associé signataire : Stéphane Rimbeuf.

Date du premier mandat : 17 juin 2011.

Date d'expiration du dernier mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en 2029 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

3.8. Autres informations

Participation des actionnaires à l'Assemblée générale

Les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales sont précisées aux articles 25 et suivants des statuts de la Société.

Convocation – admission

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.

Le droit de participer ou de se faire représenter aux Assemblées est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte si l'actionnaire réside à l'étranger, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris. Cet enregistrement comptable des titres s'effectue soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société ou par le mandataire désigné par elle, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou à la demande de carte d'admission, établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les Assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou en tout autre lieu en France précisé dans l'avis de convocation.

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

Droit de vote (droit de vote double)

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation, à la seule exception des cas prévus par la loi ou les statuts.

Toutefois, un droit de vote double est attribué, dans les conditions légales, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins, au nom d'un même actionnaire ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert en propriété, sauf, en cas de transfert du nominatif au nominatif, en application des dispositions de l'article L. 225-124 du Code de commerce.

Le vote ou le pouvoir émis par un intermédiaire qui, soit ne s'est pas déclaré en tant qu'intermédiaire inscrit comme détenteur de titres pour le compte de tiers non domiciliés en France, soit n'a pas révélé l'identité des propriétaires des actions au titre desquels il est inscrit, conformément à la réglementation en vigueur, n'est pas pris en compte.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

La structure du capital de la Société et les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce sont indiquées aux sections 2.3. et 2.6.

Il n'existe pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions, ni de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions, ni d'accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

La Société n'a pas émis de titres comportant des droits de contrôle spéciaux et il n'existe pas de mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier.

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration sont rappelées à la section 3.2.

Les statuts de la Société peuvent être modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Celle-ci est régulièrement constituée et délibère valablement si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont décrits dans le rapport sur le Gouvernement d'entreprise. En matière d'émission d'actions, les délégations conférées au Conseil d'administration sont indiquées à la page 9 du présent rapport. L'Assemblée générale des actionnaires n'a autorisé aucun programme de rachat d'actions.

Il n'existe aucun accord conclu par la Société susceptible d'être modifié ou prenant fin en cas de changement de contrôle de la Société.

Par ailleurs, il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration, le Directeur Général ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

Sommaire des éléments financiers

- 4. Comptes consolidés au 31 décembre 2024.....23
 - 4.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés..... 23
 - 4.2. États financiers consolidés..... 26
 - Compte de résultat consolidé..... 26
 - État consolidé des produits et charges comptabilisés 26
 - État de la situation financière consolidée 27
 - État consolidé des flux de trésorerie..... 28
 - État de variation des capitaux propres consolidés..... 28
 - 4.3. Notes aux états financiers consolidés 29
- 5. Comptes sociaux au 31 décembre 2024.....43
 - 5.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels..... 43
 - 5.2. États financiers sociaux..... 46
 - Compte de résultat 46
 - Bilan..... 46
 - 5.3. Notes annexes aux comptes sociaux..... 47
 - 5.4. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées 53
- 6. Attestation du responsable du rapport financier annuel54

4. Comptes Consolidés au 31 décembre 2024

4.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux actionnaires de la société INTExA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société [Company] relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evènement postérieur à la clôture – Continuité d'exploitation

Risque identifié

Comme indiqué en note 2 « faits marquants et événements postérieurs à la clôture » de l'annexe aux comptes consolidés, la décision a été prise le 21 mars 2025 d'interrompre temporairement l'exploitation de la centrale photovoltaïque exploitée par la société, compte tenu du constat de dégradation importante des panneaux photovoltaïques causée par divers événements climatiques survenus avant le 31 décembre 2024. Les investigations techniques sont encore en cours à ce jour afin d'examiner les options envisageables sur la base des conclusions des investigations.

Toutefois, dans tous les cas de figure envisagés, le Groupe considère être en mesure de faire face à ses besoins de trésorerie pour les 12 prochains mois. Ainsi, les comptes au 31 décembre

2024 ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation.

La centrale étant le seul actif d'exploitation de la société, nous avons considéré que l'application du principe de continuité d'exploitation à la clôture de l'exercice comme un point clé de notre audit.

Notre réponse

Pour apprécier si l'application par le Groupe du principe de continuité d'exploitation à la clôture de l'exercice est appropriée, nous avons apprécié le caractère suffisant des actifs liquides et de la trésorerie pour faire face aux besoins de trésorerie sur les 12 prochains mois à compter de la date d'émission de notre rapport, soutenant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations données en annexe au titre de cet événement postérieur à la clôture.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaire

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus **Erreur ! Signet non défini.** dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société INTEXA par votre assemblée générale du 23 juin 2023 pour le cabinet KPMG S.A. et du 17 juin 2011 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet DELOITTE & ASSOCIES dans la 14^{ème} année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 29 avril 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Sandrine GEORGES DEGERINE

Deloitte & Associés

Stéphane RIMBEUF

4.2. États financiers consolidés

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice	
		2024	2023
Chiffre d'affaires, hors taxes		281	297
Autres revenus		-	-
Produits des activités ordinaires		281	297
Coût des ventes	5	(132)	(134)
Frais généraux et administratifs	5	(110)	(48)
Résultat opérationnel courant		38	115
Autres produits opérationnels		-	-
Autres charges opérationnelles	6	(634)	-
Résultat opérationnel		(596)	115
Autres produits financiers	7	152	134
Autres charges financières		(0)	(0)
Résultat avant impôt		(444)	249
Produit (charge) d'impôt	8	(112)	(71)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(557)	178
dont, part du Groupe		(557)	178
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		-	-

Résultat par action

(en euros)	Note	Exercice	
		2024	2023
De l'ensemble consolidé, part du Groupe			
de base	9	(0,55)	0,18

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en milliers d'euros)	Exercice	
	2024	2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	(557)	178
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	-	-
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice, net d'impôt	(557)	178
Dont part du Groupe	(557)	178
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	-	-

État de la situation financière consolidée

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	10	-	581
Actifs au titre de droits d'utilisation	11	-	33
Actifs d'impôts différés	8	-	64
Total des actifs non courants		-	678
ACTIFS COURANTS			
Créances clients		22	13
Autres actifs courants	12 / 17.1	3 040	2 949
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	395	277
Total des actifs courants		3 457	3 240
TOTAL DE L'ACTIF		3 457	3 917

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	14.1	1 619	1 619
Primes, réserves et résultats	14.2	1 592	2 149
Capitaux propres part du Groupe		3 212	3 768
<i>Dont Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		-	-
Total des Capitaux Propres		3 212	3 768
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions non courantes	17	65	-
Passifs de loyers non courants	11 / 15	26	30
Total des passifs non courants		91	30
PASSIFS COURANTS			
Provisions courantes	17	35	-
Dettes fournisseurs		54	48
Passifs financiers courants		10	-
Passifs de loyers courants	11 / 15	4	4
Autres dettes courantes		53	67
Total des passifs courants		155	120
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3 457	3 917

État consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice	
		2024	2023 retraité (*)
Résultat avant impôt		(444)	249
Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements	5.2	80	83
- Dotations aux provisions et dépréciation	6	634	-
- Produits d'intérêts liés au compte courant avec Casino Finance	7	(152)	(134)
Impôts versés		(1)	(39)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)		(5)	33
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(A)	112	191
Variation du compte courant avec Casino Finance ⁽¹⁾		-	(2 808)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(B)	0	(2 808)
Remboursement des passifs de loyers	11	(4)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(C)	(4)	(4)
Variation de la trésorerie nette	(A+B+C)	109	(2 620)
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	13	277	2 898
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	13	386	277

(*) Le tableau des flux de trésorerie antérieurement publié a été retraité (note 1.3)

(1) Le compte courant accordé par Intexa à la société Casino Finance (filiale à 100% de Casino, Guichard-Perrachon) pour un montant de 2 808 milliers d'euros, a été déclassé au 31 décembre 2023 du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour être enregistré en « Actifs financiers non courants ». Au 31 décembre 2023, ce compte courant était présenté en « Actifs financiers courants ».

État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital ⁽¹⁾	Réserves et résultats consolidés	Total Part du Groupe ⁽²⁾	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2023	1 619	162	1 809	3 590	-	3 590
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	178	178	-	178
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	178	178	-	178
Capitaux propres au 31/12/2023	1 619	162	1 987	3 768	-	3 768
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	(557)	(557)	-	(557)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(557)	(557)	-	(557)
Capitaux propres au 31/12/2024	1 619	162	1 431	3 212	-	3 212

(1) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales.

(2) Attribuable aux actionnaires d'Intexa.

4.3. Notes aux états financiers consolidés

Période de douze mois close au 31 décembre 2024

(données en milliers d'euros)

Informations relatives au groupe Intexa

Intexa est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment C. Le siège social de la Société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42000 Saint-Étienne.

La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Intexa ». Le groupe Intexa exploite une centrale photovoltaïque de 405 kWc installée sur la toiture du Centre

commercial de Saint-André-de-Cubzac en Gironde, livrée et en exploitation depuis le 18 septembre 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales.

En date du 28 avril 2025, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés d'Intexa pour l'exercice 2024.

Note 1 • Principes et méthodes comptables

1.1. Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Intexa sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 31 décembre 2024.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2024

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2024 et sans incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe :

- *Amendements à IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants*

Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils visent à clarifier la façon de classer les dettes et les autres passifs comme courants ou non courants.

- *Amendements à IAS 1 – Passifs non courants assortis de clauses restrictives (covenants)*

Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils précisent que les clauses restrictives à respecter après la date de clôture ne doivent pas affecter la classification de la dette en courant ou non courant à la date de clôture. En revanche, une information sur les dettes à long terme assorties de clauses restrictives est à fournir dans les notes aux états financiers.

- *Amendements IFRS 16 – Obligation locative découlant d'une cession-bail*

Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils apportent des clarifications sur l'évaluation ultérieure de la dette de location résultant de transactions de cession-bail, constituée de paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux. En particulier, le vendeur preneur doit déterminer les paiements de loyers de façon à ne comptabiliser aucun gain ou perte lié au droit d'utilisation conservé.

- *Amendements IAS 7 et IFRS 7 – Accords de financement avec les fournisseurs*

Ces amendements sont d'application prospective. Ils introduisent de nouvelles informations à fournir en annexes dans un but d'amélioration de la transparence, relatives aux effets des dettes faisant l'objet de programme de financement des fournisseurs sur la situation financière et sur les flux de trésorerie ainsi que sur l'exposition au risque de liquidité.

- *Amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale (Pilier 2)*

La France a transposé la réforme fiscale internationale Pilier 2 dans son droit national. Intexa étant une société de droit français, la réforme est applicable à l'ensemble des juridictions dans lesquelles le Groupe est implanté selon les règles de Pilier 2 depuis le 1^{er} janvier 2024. Sur la base de ces règles, aucun impôt complémentaire n'a été constaté dans les comptes consolidés 2024 du Groupe.

1.2. Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1. Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie fonctionnelle des entités du Groupe et de présentation. Les montants indiqués dans les états financiers consolidés sont arrondis au millier le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des instruments dérivés de couverture, évalués à la juste valeur.

Bien que la centrale ait été arrêtée temporairement depuis le 21 mars 2025 (note 2), le Conseil d'Administration a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation sur la base de la détention par le Groupe de 3 254 milliers d'euros de trésorerie (y compris compte courant auprès de Casino Finance immédiatement

utilisable) lui permettant de faire face à ses passifs actuels et ultérieurs.

1.2.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations.

Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

1.3. Retraitement de l'information comparative

Le Groupe a opéré des changements de présentation de l'état consolidé des flux de trésorerie qui consistent à :

- Présenter l'état consolidé des flux de trésorerie en partant du résultat avant impôt (précédemment du résultat net) ;
- Supprimer l'agrégat « capacité d'autofinancement » (CAF) qui n'est plus utilisé, les ressources générées par l'activité étant mesurées par la Direction du Groupe avec le total des « flux net de trésorerie généré par l'activité » ;

- Présenter le « produit d'intérêt sur compte courant » sans incidence sur la trésorerie sur une ligne dédiée dans les « flux net de trésorerie généré par l'activité » (précédemment dans la « variation du besoin en fonds de roulement (BFR) »).

A ce titre, l'état consolidé des flux de trésorerie précédemment publié en 2023 a été retraité.

Note 2 • Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

Arrêt temporaire de la centrale de Saint-André-de-Cubzac à titre préventif

Intexa SA a été informée par son mandataire technique en charge de la gestion de la centrale photovoltaïque de Saint-André-de-Cubzac que divers événements climatiques antérieurs au 31 décembre 2024 ont causé des dommages matériels significatifs aux installations.

Réuni le 21 mars 2025, le Conseil d'administration a pris connaissance d'un rapport d'expertise et de comptes-rendus d'observations initiés à la fin d'année 2024 mettant en évidence une dégradation importante des panneaux photovoltaïques et a donc décidé, à titre préventif, d'interrompre temporairement l'exploitation de la centrale.

Des investigations approfondies sont en cours afin d'établir un diagnostic complet de l'état des installations, d'évaluer les conditions d'un redémarrage et d'examiner les options envisageables. Les conclusions de ces investigations pourraient conduire le Groupe à (i) remettre en état opérationnel la centrale en maintenant la technologie existante ; (ii) fermer définitivement la centrale ou (iii) réinvestir dans une nouvelle centrale avec de nouvelles technologies. La Société ne dispose pas d'une visibilité suffisante sur les paramètres économiques de chacune des options décrites précédemment (notamment les dépenses et coûts d'investissement associés), qui demeurent en cours d'analyse. Toutefois, dans tous les cas de figure envisagés, le Groupe sera en mesure de financer ses choix grâce aux actifs liquides dont il dispose, ou de faire face à ses passifs en cas de décision d'arrêt définitif de l'exploitation de la centrale. Ainsi, les

comptes au 31 décembre 2024 sont arrêtés en continuité d'exploitation.

Les conséquences comptables de ces dommages ont été reflétées dans les comptes au 31 décembre 2024 avec la reconnaissance d'une perte de valeur sur immobilisations corporelles de 634 milliers d'euros et la dépréciation de l'impôt différé actif attaché à ces immobilisations pour 55 milliers d'euros.

Par ailleurs, une provision de 100 milliers d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2024 pour couvrir les coûts de démantèlement estimés de la centrale à l'échéance du contrat de location.

Réalisation de la restructuration financière du groupe Casino

Par jugements rendus le 26 février 2024, le Tribunal de commerce de Paris, après avoir notamment constaté que l'ensemble des conditions suspensives avaient été satisfaites, a arrêté les plans de sauvegarde accélérée de Casino et de ses filiales concernées. L'ensemble des opérations prévues, notamment les opérations sur le capital, ont été mises en œuvre le 27 mars 2024. La réalisation de la restructuration financière de Casino a entraîné un changement de contrôle du groupe Casino au profit de France Retail Holdings S.à r.l. (une entité ultimement contrôlée par M. Daniel Křetínský) et une nouvelle composition du conseil d'administration de Casino, Guichard-Perrachon, actionnaire à hauteur de 97,9% du capital d'Intexa.

Changement d'enseigne

L'hypermarché sur lequel la centrale est installée a fait l'objet d'une cession de fonds de commerce par le groupe Casino au

cours de l'année 2024 ; le contrat étant indépendant, cette cession n'a aucune incidence sur le devenir de la centrale.

Note 3 • Périmètre de consolidation

Principe comptable

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister. Les filiales, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées dans le bilan du Groupe selon la méthode de l'intégration globale.

Regroupements d'entreprises

En application d'IFRS 3 révisée - *Regroupements d'entreprises* la contrepartie transférée (prix d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en « Autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée, augmenté le cas échéant du montant des intérêts ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise, sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

À la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étaient traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »).

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise) le goodwill ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur ; les acquisitions/cessions ultérieures d'intérêts ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec des actionnaires, soit directement en capitaux propres.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en goodwill lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existants lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »), sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Date de clôture

Les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux et les produits et charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2024, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés de droit français suivantes :

Dénomination	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle
Intexa SA	IG	Société mère	Société mère	IG	Société mère	Société mère
Intex Participations EURL	IG	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %
Intexa Patrimoine SNC	IG	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %

IG : Intégration globale

Note 4 • Information sectorielle

Principe comptable

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance du Groupe.

La Direction Générale du Groupe n'utilisant pas de découpage de l'activité pour examiner les résultats opérationnels, aucune information sectorielle n'est communiquée dans les états financiers.

À ce jour, il n'y a qu'un seul secteur géographique, le Groupe étant doté d'un portefeuille d'actifs exclusivement situés en France. Cependant, à l'avenir, le Groupe ne s'interdisant pas de procéder à des investissements hors de France, d'autres secteurs géographiques pourront être présentés.

Note 5 • Informations sur le résultat opérationnel courant

Principe comptable

IFRS 15 définit les principes de comptabilisation des revenus et remplace les normes IAS 18 – *Produits des activités ordinaires* et IAS 11 – *Contrats de construction*, ainsi que les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de comptabilisation du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Les **produits des activités ordinaires** sont composés de deux parties : le « Chiffre d'affaires, hors taxes » et les « Autres revenus ».

Le « Chiffre d'affaires, hors taxes » intègre les ventes réalisées dans par la vente d'électricité. Dans le Groupe, l'essentiel du « Chiffre d'affaires » correspond à des produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients dans le champ d'application d'IFRS 15.

Les « Autres revenus » comprennent les produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes.

Le **Coût des ventes** est composé du coût supporté par la centrale photovoltaïque.

Les « **Frais généraux et administratifs** » sont composés des différents frais de gestion des entités.

5.1. Nature de charge par fonction

Les autres charges correspondent principalement à des dépenses d'honoraires. Sur 2024, la hausse des autres charges s'explique principalement par des compléments d'honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2023 ainsi que la hausse de leurs honoraires sur 2024 par rapport à 2023.

(en milliers d'euros)	Note	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total Exercice 2024
Charges de personnel				
Autres charges		(53)	(110)	(163)
Dotations aux amortissements	5.2	(80)	-	(80)
Total		(132)	(110)	(243)

(en milliers d'euros)	Note	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total Exercice 2023
Charges de personnel				
Autres charges		(51)	(48)	(99)
Dotations aux amortissements	5.2	(83)	-	(83)
Total		(134)	(48)	(182)

5.2. Amortissements

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	10	(76)	(79)
Dotations aux amortissements sur actifs au titre des droits d'utilisation	11	(4)	(4)
Total des dotations aux amortissements		(80)	(83)

Note 6 • Autres produits et charges opérationnels

Principe comptable

Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets de deux types d'éléments :

- les éléments qui par nature ne rentrent pas dans l'appréciation de la performance opérationnelle courante tels que les cessions d'actifs non courants, les pertes de valeur d'actifs non courants et les incidences relatives à des opérations de périmètre (notamment les frais et honoraires liés à des prises de contrôle, résultats de pertes de contrôle) ;
- les éléments majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs, et les provisions et charges pour litiges et risques.

À fin décembre 2024, les autres charges opérationnelles s'élèvent à -634 milliers d'euros, contre un montant nul à fin décembre 2023. Elles reflètent les pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et droit d'utilisation constatées sur l'exercice en lien avec l'arrêt de la centrale (note 2).

Note 7 • Résultat financier

Principe comptable

Autres produits et charges financiers

Sont compris notamment dans cette rubrique les intérêts sur les comptes courants d'associés.

À fin décembre 2024, le résultat financier s'élève à 151 milliers d'euros, contre 134 milliers d'euros à fin décembre 2023.

Note 8 • Impôts

Principe comptable

L'**impôt sur les bénéfices** correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable s'agissant des éléments d'actif, sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation.

Les **impôts différés** sont comptabilisés selon l'approche bilancielle et, conformément à IAS 12 - *Impôts sur le résultat*, ils ne sont pas actualisés. Le montant d'impôt ainsi déterminé est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du « report variable »).

8.1. Charge d'impôt

La charge d'impôt enregistrée sur l'exercice 2024 s'élève à 112 milliers d'euros (contre une charge de 71 milliers d'euros enregistrée sur l'exercice 2023).

(en milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Taux d'impôt théorique	25,00%	25,00%
Résultat net de l'ensemble consolidé	(557)	178
Produit / (Charge) d'impôt	(112)	(71)
Résultat avant impôt	(444)	249
Produit / (Charge) d'impôt théorique	111	(62)
Consommation IDA sur la base de la durée résiduelle du contrat EDF	(9)	(9)
CVAE	(1)	-
Dépréciation d'impôts différés (note 2)	(56)	-
Impôt sur charge non déductible liée aux pertes de valeur sur actifs (note 2)	(159)	-
Produit / (Charge) d'impôt effectif	(113)	(71)
Taux d'impôt effectif	-25,35%	28,42%

8.2. Impôts différés

Au 31 décembre 2024, les impôts différés ont fait l'objet d'une dépréciation totale (note 2) pour les ramener à une valeur nulle contre 64 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Ils portaient principalement sur une cession d'un actif incorporel essentiellement non amortissable entre deux sociétés du Groupe (Green Yellow Saint-André-de-Cubzac et Intexa Patrimoine).

Note 9 • Résultat par action

Principe comptable

Le **résultat par action** de base est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions auto-détenues. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions (« Treasury stock method »), qui au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs, déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les instruments de capitaux propres donnant accès au capital ne sont retenus dans le calcul indiqué ci-dessus que pour autant qu'ils aient un effet dilutif sur le résultat par action.

9.1. Nombre d'actions

		31/12/2024	31/12/2023
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice :			
• Actions ordinaires totales		1 012 000	1 012 000
Nombre moyen pondéré d'actions avant dilution	(1)	1 012 000	1 012 000
Effet des instruments dilutifs		-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	(2)	1 012 000	1 012 000

9.2. Résultats attribuables aux propriétaires de la société

(en milliers d'euros)

		Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat net, part du Groupe		(557)	178
Résultat net, part du Groupe, attribuables aux actions ordinaires	(3)	(557)	178

9.3. Résultat par action

En euro

		Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat de base par action, part du Groupe :			
- de l'ensemble consolidé	(3)/(1)	(0,55)	0,18
Résultat dilué par action, part du Groupe :			
- de l'ensemble consolidé	(3)/(2)	(0,55)	0,18

Note 10 • Immobilisations corporelles

Principe Comptable

Les **immobilisations corporelles** sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées à l'actif si elles satisfont aux critères de reconnaissance d'IAS 16 - *Immobilisations corporelles*. Ces critères sont appréciés avant l'engagement de la dépense.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilité attendue pour chaque catégorie de biens, avec une valeur résiduelle généralement nulle :

Nature des biens	Durée d'amortissement (en années)
Centrale photovoltaïque	20 ans

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou dès lors qu'il n'est plus attendu aucun avantage économique futur de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est enregistré en résultat (autres produits et charges opérationnels), au cours de l'exercice de décomptabilisation.

(milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023		
	Brut	Amortissements	Pertes de valeur (i)	Net	Brut	Amortissements et pertes de valeur	Net
Autres immobilisations	1 493	(888)	(605)	-	1 393	(812)	581
Immobilisations corporelles	1 493	(888)	(605)	-	1 393	(812)	581

(i) Voir note 2

Note 11 • Contrats de location

Principe Comptable

Les **contrats de location** sont comptabilisés au bilan chez le preneur et se traduisent par la constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat. Cet actif est présenté sur la ligne « Actifs au titre de droits d'utilisation » de l'état de la situation financière consolidée ;
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers sur cette même durée présentée sur les lignes « Passifs de loyers courants » et « Passifs de loyers non courants » de l'état de la situation financière consolidée.

Évaluation initiale

À la date de prise d'effet du contrat :

- le passif de loyer est comptabilisé pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyer fixe futurs relatifs à la durée estimée du contrat, telle que déterminée par le Groupe ;
- l'actif relatif au droit d'utilisation correspond à la valeur du passif de loyer diminuée des avantages incitatifs à la location reçus du bailleur, et augmentée de loyers payés d'avance, des coûts directs initiaux ainsi qu'une estimation des coûts de remise en état lorsque ceux-ci font l'objet d'obligations contractuelles.

Évaluation ultérieure

Le passif de loyer est comptabilisé au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les flux de trésorerie relatifs aux paiements du principal du passif de loyers ainsi que des intérêts associés sont présentés dans les activités liées aux opérations de financement dans l'état des flux de trésorerie consolidés.

Le droit d'utilisation est évalué selon le modèle du coût et amorti, à partir de la date d'effet du contrat, sur la durée du bail estimée. Ceci génère, une charge d'amortissement linéaire au compte de résultat.

Les actifs aux titres des droits d'utilisation et les passifs de loyers sont liés à un bail emphytéotique portant sur des agencements.

Composition et variations des actifs aux titres des droits d'utilisation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Au 1 ^{er} janvier	33	37
Dotations aux amortissements	(4)	(4)
Pertes de valeur (i)	(29)	-
Au 31 décembre	-	33

(i) Voir note 2

Passifs de loyers

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Part courante	4	4
Part non courante	26	30
Total	30	34

Note 12 • Autres actifs courants

Principe comptable

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en « actifs non courants ».

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs financiers	2 868	2 808
Autres créances	20	7
Intérêts courus sur comptes courants des sociétés non consolidées	152	134
Charges constatées d'avance	-	-
Autres actifs courants	3 040	2 949

Les autres créances comprennent principalement des créances fiscales.

Les autres actifs financiers comprennent uniquement le compte courant accordé par Intexa à la société Casino Finance (filiale à 100% de Casino, Guichard-Perrachon).

Note 13 • Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	395	277
Trésorerie brute	395	277
Concours bancaires courants	10	-
Trésorerie nette	386	277

Note 14 • Capitaux propres / Éléments sur capital social

Principe comptable

Instruments de capitaux propres et instruments composés

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis par le Groupe. Un instrument est considéré comme un instrument de capitaux propres si les deux conditions suivantes sont réunies : (i) l'instrument n'inclut aucune obligation contractuelle de remettre à une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier, ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables à l'entité et (ii) dans le cas d'un instrument qui sera ou pourra être réglé en instruments de capitaux propres, il s'agit d'un instrument non dérivé qui n'inclut aucune obligation contractuelle de livrer un nombre variable d'instruments représentatifs de nos capitaux propres, ou d'un dérivé qui ne sera réglé qu'au moyen d'un échange d'un montant fixé de trésorerie ou d'un autre actif financier contre un nombre fixé de nos instruments de capitaux propres.

Ainsi, un instrument dont le remboursement est à l'initiative du Groupe et dont la rémunération est subordonnée au versement d'un dividende est classé en capitaux propres.

14.1. Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital social est identique à celui du 31 décembre 2023 et s'élève à 1 619 200 euros.

Le capital social est composé de 1 012 000 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 31 décembre 2024. Les actions ordinaires ont une valeur nominale de 1,60 euro.

14.2. Eléments des autres capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Réserves liées au capital ⁽¹⁾	162	162
Réserves consolidées ⁽²⁾	1 431	1 987
Total des autres capitaux propres	1 593	2 149

(1) Ce sont les primes (émission, apports et fusion) de la société mère ainsi que la réserve légale.

(2) Ce compte comprend :

- les réserves de la société mère,
- les réserves contributives de chacune des filiales.

Note 15 • Autres dettes

Principe comptable

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en « passifs courants ». Le cycle normal d'exploitation du Groupe est de douze mois.

Échéancier de paiement des dettes au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Passifs financiers courants	10	10	-	-
Passifs de loyers courants et non courants	30	4	20	6
Dettes fournisseurs	54	54	-	-
Autres dettes courantes	53	53	-	-
Autres passifs	146	120	20	6

Échéancier de paiement des dettes au 31 décembre 2023

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Passifs de loyers courants et non courants	34	4	20	10
Dettes fournisseurs	48	48	-	-
Autres dettes courantes	67	67	-	-
Autres passifs	149	120	20	10

Note 16 • Juste valeur des instruments financiers

Principe comptable

La norme IFRS 9 définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers.

Actifs financiers

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur comptable des actifs financiers avec leur juste valeur.

(en milliers d'euros)	Valeurs des actifs financiers	Ventilation par catégorie d'instruments			
		Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par OCI	Instruments de couverture comptable	Actifs financiers au coût amorti
Au 31 décembre 2024					
Clients et comptes rattachés	22	-	-	-	22
Autres actifs courants ⁽¹⁾	3 020	-	-	-	3 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	395	-	-	-	395
Au 31 décembre 2023					
Clients et comptes rattachés	13	-	-	-	13
Autres actifs courants ⁽¹⁾	2 942	-	-	-	2 942
Trésorerie et équivalents de trésorerie	277	-	-	-	277

(1) Hors actifs non financiers.

Les principales méthodes d'évaluation de la juste valeur retenues sont les suivantes : la juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres actifs financiers courants est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances courtes de paiement de ces créances.

Passifs financiers

Les tableaux ci-dessous fournissent une comparaison de la valeur comptable des passifs financiers avec leur juste valeur.

(en milliers d'euros)	Valeurs des passifs financiers	Ventilation par catégorie d'instruments		
		Passifs comptabilisés au coût amorti	Passifs comptabilisés à la juste valeur	Instruments dérivés
Au 31 décembre 2024				
Passifs financiers courants	10	10	-	-
Passifs de loyers (courants et non courants)	30	30	-	-
Dettes fournisseurs	54	54	-	-
Autres dettes ⁽¹⁾	48	48	-	-
Au 31 décembre 2023				
Passifs de loyers (courants et non courants)	34	34	-	-
Dettes fournisseurs	48	48	-	-
Autres dettes ⁽¹⁾	62	62	-	-

(1) Hors passifs non financiers.

Note 17 • Autres provisions

Principe comptable

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Au 31 décembre 2024, une provision de 100 milliers d'euros a été comptabilisée pour couvrir les coûts de démantèlement estimés de la centrale à l'échéance du contrat de location.

Note 18 • Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2024, la Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur la situation financière actuelle ou future du Groupe.

Note 19 • Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères,
- les filiales,
- les membres du Conseil d'administration et membres du Comité de direction.

Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

19.1. Convention de compte courant

La société bénéficie de la convention de compte courant et de gestion de trésorerie du groupe Casino (via la société Casino Finance). Depuis 2020, il est rémunéré au taux d'EONIA majoré de 150 points de base s'il est créancier.

Au 31 décembre 2024, le compte courant débiteur s'élève à 2 868 milliers d'euros et figure au poste « Autres actifs courants » (contre un solde débiteur de 2 808 milliers d'euros au 31 décembre 2023) et les intérêts financiers enregistrés sur l'exercice s'élèvent à un produit de 152 milliers d'euros (contre 134 milliers d'euros au 31 décembre 2023).

19.2. Transactions avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Transaction	Solde	Transaction	Solde
Créances	18	152	85	134
Dettes	(30)	47	14	77
Charges	47	-	77	-
Produits	152	-	134	-

19.3. Rémunérations brutes allouées aux organes de direction et aux membres du Conseil d'administration

Les membres des organes de direction et d'administration ne perçoivent aucune rémunération directe de la société.

Note 20 • Honoraires des Commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	KPMG	Deloitte & Associés	KPMG	Deloitte & Associés
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	15,0	15,0	12,5	12,5
Services autres que la certification des comptes	-	-	-	-
Total	15,0	15,0	12,5	12,5

Note 21 • Identification de la société consolidante

Intexa est consolidée par Casino, Guichard-Perrachon selon la méthode de l'intégration globale. Au 31 décembre 2024, Casino, Guichard-Perrachon détient 97,91 % du capital d'Intexa.

Note 22 • Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Textes adoptés par l'Union européenne à la date de clôture mais non encore entrés en vigueur

L'IASB a publié les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union européenne mais non entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2025 :

Norme (date d'application pour le Groupe)	Description de la norme
Amendement à IAS 21 <i>Absence de convertibilité</i> (1 ^{er} janvier 2025)	Ces amendements sont d'application prospective. Ils permettent à une entité, après avoir déterminé qu'une monnaie étrangère n'est pas convertible à la date d'évaluation, d'estimer le taux de change au comptant à cette date.

Ces interprétations et amendements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Textes non adoptés par l'Union européenne à la date de clôture mais non encore entrés en vigueur

L'IASB a publié les normes, amendements de normes et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union européenne et qui sont applicables au Groupe :

Norme (date d'application pour le Groupe sous réserve de l'adoption par l'UE)	Description de la norme
Amendements à IFRS 9 et IFRS <i>Classement et évaluation des instruments financiers</i> (1er janvier 2026)	Ces amendements sont d'application rétrospective. Les amendements de la norme IFRS 9 ont pour objectif de clarifier, d'une part, les modalités d'application du critère de « prêt basique » à certains actifs financiers et, d'autre part, les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés par paiement électronique. En outre, certaines informations à fournir sur les instruments de capitaux propres comptabilisés sur option à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global sont modifiées ou ajoutées dans la norme IFRS 7.
Améliorations annuelles <i>Volume 11</i> (1er janvier 2026)	Ces amendements sont d'application prospective. Ils concernent des modifications ciblées ayant pour objectif de clarifier certaines dispositions des normes IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7.
IFRS 18 <i>Présentation et informations à fournir dans les états financiers</i> (1er janvier 2027)	Cette norme est d'application rétrospective. Il s'agit de la nouvelle norme qui remplacera la norme actuelle IAS 1. Elle comprend des principes relatifs : (i) aux états financiers primaires, (ii) à l'agrégation et la désagrégation des éléments les composant, et (iii) à la structure des notes annexes.

5. Comptes sociaux au 31 décembre 2024

5.1. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux actionnaires de la société Intexa,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évènement postérieur à la clôture – Continuité d'exploitation

Risque identifié

Comme indiqué dans la note « Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture » de l'annexe aux comptes annuels, la décision a été prise le 21 mars 2025 d'interrompre temporairement l'exploitation de la centrale photovoltaïque exploitée par la société, compte tenu du constat de dégradation importante des panneaux photovoltaïques causée par divers événements climatiques survenus avant le 31 décembre 2024. Les investigations techniques sont encore en cours à ce jour afin d'examiner les options envisageables sur la base des conclusions des investigations.

Toutefois, dans tous les cas de figure envisagés, la Société considère être en mesure de faire face à ses besoins de trésorerie pour les 12 prochains mois. Ainsi, les comptes au 31 décembre

2024 ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation.

La centrale étant le seul actif d'exploitation de la société, nous avons considéré que l'application du principe de continuité d'exploitation à la clôture de l'exercice comme un point clé de notre audit.

Notre réponse

Pour apprécier si l'application par la Société du principe de continuité d'exploitation à la clôture de l'exercice est appropriée, nous avons apprécié le caractère suffisant des actifs liquides et de la trésorerie pour faire face aux besoins de trésorerie sur les 12 prochains mois à compter de la date d'émission de notre rapport, soutenant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations données en annexe au titre de cet événement postérieur à la clôture.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et

avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Intexa par votre assemblée générale du 23 juin 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 17 juin 2011 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet DELOITTE & ASSOCIES dans la 14^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Stéphane RIMBEUF

KPMG S.A.

Sandrine GEORGES DEGERINE

5.2. États financiers sociaux

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice	
		2024	2023
Produits d'exploitation		-	-
Charges d'exploitation		(96)	(33)
Résultat d'exploitation	1	(96)	(33)
Résultat financier	2	(595)	294
Résultat courant avant impôt		(691)	261
Résultat exceptionnel		-	-
Charge d'impôts	3	(47)	(62)
Résultat net de l'exercice		(738)	199

Bilan

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	4	2	2
Dépréciations		(1)	(1)
Immobilisations financières nettes		1	1
Total de l'actif immobilisé		1	1
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés		-	-
Autres créances	5	4 216	4 030
Valeurs mobilières de placement brutes		-	-
Disponibilités		-	32
Total de l'actif circulant		4 217	4 062
Comptes de régularisation et assimilés		-	-
TOTAL DE L'ACTIF		4 217	4 063

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES	6	3 243	3 980
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		903	-
DETTES			
Concours bancaires courants		10	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7	14	21
Dettes fiscales et sociales		-	-
Autres dettes	7	47	62
Total des dettes (a)		71	83
TOTAL DU PASSIF		4 217	4 063
(a) dont : à moins d'un an		25	83

5.3. Notes annexes aux comptes sociaux

Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Intexa est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment C.
Le siège social de la société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42008 Saint-Etienne.
Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés et exerce une activité de holding.
Ces comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2024.

Arrêt temporaire de la centrale de Saint-André-de-Cubzac à titre préventif

Intexa SA a été informée par son mandataire technique en charge de la gestion de la centrale photovoltaïque de Saint-André-de-Cubzac, que divers événements climatiques antérieurs au 31 décembre 2024 ont causé des dommages matériels significatifs aux installations.

Réuni le 21 mars 2025, le Conseil d'administration a pris connaissance d'un rapport d'expertise et de comptes-rendus d'observations initiés à la fin d'année 2024 mettant en évidence une dégradation importante des panneaux photovoltaïques et a donc décidé, à titre préventif, d'interrompre temporairement l'exploitation de la centrale.

Des investigations approfondies sont en cours afin d'établir un diagnostic complet de l'état des installations, d'évaluer les conditions d'un redémarrage et d'examiner les options envisageables. Les conclusions de ces investigations pourraient conduire le Groupe à (i) remettre en état opérationnel la centrale en maintenant la technologie existante ; (ii) fermer définitivement la centrale ou (iii) réinvestir dans une nouvelle centrale avec de nouvelles technologies. La Société ne dispose pas d'une visibilité suffisante sur les paramètres économiques de chacune des options décrites précédemment (notamment les dépenses et coûts d'investissement associés), qui demeurent en cours d'analyse. Toutefois, dans tous les cas de figure envisagés, le Groupe sera en mesure de financer ses choix grâce aux actifs liquides dont il dispose, ou de faire face à ses passifs en cas de décision d'arrêt définitif de l'exploitation de la centrale. Ainsi, les comptes au 31 décembre 2024 sont arrêtés en continuité d'exploitation.

Les conséquences comptables de l'arrêt de la centrale ont été reflétées dans les comptes au 31 décembre 2024 avec la reconnaissance d'une perte reflétant la situation nette négative de la filiale Intexa Patrimoine pour 903 milliers d'euros.

Réalisation de la restructuration financière du groupe Casino

Par jugements rendus le 26 février 2024, le Tribunal de commerce de Paris, après avoir notamment constaté que l'ensemble des conditions suspensives avaient été satisfaites, a arrêté les plans de sauvegarde accélérée de Casino et de ses filiales concernées. L'ensemble des opérations prévues, notamment les opérations sur le capital, ont été mises en œuvre le 27 mars 2024. La réalisation de la restructuration financière de Casino a entraîné un changement de contrôle du groupe Casino au profit de France Retail Holdings S.à r.l. (une entité ultimement contrôlée par M. Daniel Křetínský) et une nouvelle composition du conseil d'administration de Casino, Guichard-Perrachon, actionnaire à hauteur de 97,9% du capital d'Intexa.

Règles et méthodes comptables

Généralités

Les comptes annuels sont établis suivant les prescriptions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ainsi que l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation (cf. ci-dessous), permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règles et méthodes comptables appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à celles connues jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Les montants indiqués dans les états financiers sont arrondis au millier d'euro le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

Continuité d'exploitation

Au 31 décembre 2024, Intexa SA présente une situation nette de 3 243 milliers d'euros reflétant principalement une position de créances nette envers le groupe Casino de 4 216 milliers d'euros.

Compte tenu de l'exécution effective de la restructuration financière le 27 mars 2024, le groupe Casino dispose des moyens nécessaires afin d'honorer cette créance, et la société Intexa SA est en mesure de faire face à ses dettes qui s'élèvent au 31 décembre 2024 à 71 milliers d'euros.

Sur cette base, et bien que la centrale opérée par la société Intexa patrimoine, filiale de Intexa SA, ait été arrêtée (voir note « faits marquants »), le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 2024 en application du principe de continuité d'exploitation.

Immobilisations Financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport.

Une dépréciation ramène ceux-ci à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

La valeur actuelle est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation, tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir et leur utilité.

Des précisions complémentaires sont fournies au niveau des commentaires sur l'actif immobilisé, paragraphe « Immobilisations financières ».

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, elles sont dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation de la Société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Résultat courant avant impôts

Le résultat courant avant impôts résulte des produits et charges afférents aux activités ordinaires de la Société, ainsi que des éléments se situant dans le prolongement desdites activités.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, compte tenu de l'activité de société-holding d'Intexa, ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, des activités courantes de la Société.

Impôts sur les bénéfices

La société Intexa est membre du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Casino, Guichard-Perrachon SA.

Chaque société intégrée fiscalement comptabilise la charge d'impôt qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

Notes aux états financiers sociaux

Note 1 • Résultat d'exploitation

Décomposition

(en milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Prestations de services hors taxes	-	-
Autres produits	-	-
Total des produits d'exploitation	-	-
Autres achats et charges externes	(96)	(33)
Impôts et taxes	-	-
Autres charges	-	-
Total des charges d'exploitation	(96)	(33)
Résultat d'exploitation	(96)	(33)

Les autres achats et charges externes correspondent principalement à des dépenses d'honoraires.

Note 2 • Résultat financier

(en milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits financiers de participations	107	120
Autres intérêts, produits assimilés et divers	201	179
Reprise de provisions et de dépréciations	-	-
Total des produits financiers	308	299
Intérêts et charges assimilées :		
▪ Autres intérêts, charges assimilées et divers	-	(5)
▪ Dotations aux amortissements et dépréciations	(903)	-
Total des charges financières	(903)	(5)
Résultat financier	(595)	294

Le résultat financier constitue une perte -595 K€ et correspond :

- au dividende des parts sociales Intexa Patrimoine pour 107 K€ (120 K€ en 2023)
- aux intérêts nets sur les comptes courants d'associés pour 201 K€ (174 K€ en 2023)
- à la provision pour la perte 2024 d'Intexa Patrimoine pour 903 K€.

Note 3 • Charge d'impôts

Au 31 décembre 2024, l'impôt est calculé au taux de 25% majoré de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%.

La société Intexa SA fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Casino, Guichard- Perrachon SA.

L'économie d'impôt résultant de déficits transmis à Casino, Guichard-Perrachon ne donne pas lieu à restitution sous forme de reversement de trésorerie, d'inscription en compte courant ou d'abandon de créance. Dans ces conditions, la société Intexa SA comptabilise, dans tous les cas de figure, l'impôt qui serait dû comme en l'absence d'intégration fiscale.

Par conséquent, une charge d'impôt de 47 K€ a été enregistrée en 2024 au titre de l'exercice, contre 62 K€ en 2023.

Note 4 • Immobilisations financières

Les titres de participations sont répartis de la façon suivante :

- 1 000 parts sociales de la société Intex Participations pour un montant de 1 000 euros, provisionné en totalité,
- 999 parts sociales de la société Intexa Patrimoine pour un montant de 999 euros.

Note 5 • Créances clients et autres créances

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés		
Comptes courants	4 216	4 030
Autres créances d'exploitation	-	-
Total autres créances	4 216	4 030
Créances clients et autres créances	4 216	4 030
... dont à moins d'un an	4 216	4 030
... dont à plus d'un an	-	-

Les sociétés du groupe Casino utilisent des comptes courants appelés comptes « sociétés apparentées », permettant d'enregistrer deux types de flux :

-des flux de financement de Casino Finance vers les filiales ;

-des flux de règlement de relations commerciales (marchandises, loyers...) entre les différentes sociétés du groupe Casino.

Au 31 décembre 2024, les créances s'élèvent à :

- 3 021 K€ envers Casino Finance (2 942 K€ en 2023)

- 1 192 K€ envers Intexa Patrimoine (1 086 K€ en 2023)

- 2 K€ envers Intex Participations (2 K€ en 2023).

Ces créances ont toutes une échéance inférieure à un an et comprennent des produits à recevoir pour un montant de 201 K€.

Note 6 • Capitaux propres

Capitaux propres, avant et après répartition

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capital	1 619	1 619
Primes	-	-
Réserve légale :		
▪ Avant répartition	162	162
▪ Après répartition	162	162
Réserve à la disposition des actionnaires	312	312
Réserve de plus-values à long terme :		
▪ Avant répartition	-	-
▪ Après répartition	-	-
Report à nouveau :		
▪ Avant répartition	1 887	1 688
▪ Après répartition	1 149	1 887
Résultat de l'exercice :		
▪ Avant répartition	(738)	199
▪ Après répartition	-	-
Acompte sur dividendes	-	-
Provisions réglementées	-	-
Capitaux propres		
▪ Avant répartition	3 243	3 980
▪ Après répartition	3 243	3 980

Évolution des capitaux propres

(en milliers d'euros)	2024	2023
Au 1^{er} janvier	3 980	3 782
Résultats de l'exercice n	(738)	199
Distribution au titre de l'exercice n-1	-	-
Réduction du capital	-	-
Autres mouvements	-	-
Au 31 décembre	3 243	3 980

Au 31 décembre 2024, le capital social de la société est composé de 1 012 000 actions au nominal de 1,6 euro, détenu à 97,91 % par la société Casino, Guichard-Perrachon.

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 2024, le bénéfice de l'exercice a été affecté au compte « report à nouveau ».

Note 7 • Dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Concours bancaires courants	10	-
Fournisseurs et comptes rattachés	14	21
Dettes diverses	47	62
Produits constatés d'avance	-	-
Total des dettes	71	83
... dont à moins d'un an	71	83
... dont à plus d'un an	-	-

Le total des charges à payer inclus dans les dettes s'élève à 14 K€.

Note 8 • Éléments concernant les entreprises liées

Conformément au PCG (art. 833-16), les informations sur les transactions conclues par la société avec les filiales qu'elle détient en totalité ou en quasi-totalité ou entre sociétés sœurs détenues en totalité ou en quasi-totalité par une même société-mère ne sont pas mentionnées.

Il n'existe aucune convention avec les parties liées au sens de l'article R. 123-198 du Code de commerce, d'un montant significatif et à des conditions qui ne sont pas des conditions normales de marché.

Note 9 • Rémunérations aux organes d'administration et de direction

Les membres des organes de direction et d'administration ne perçoivent aucune rémunération directe de la société.

Note 10 • Consolidation

La société Intexa établit des comptes consolidés.

Les comptes de la Société sont eux-mêmes intégrés dans les comptes consolidés de la société Casino, Guichard-Perrachon SA, sise au 1, Cours Antoine Guichard - 42008 SAINT ETIENNE (n°SIREN : 554 501 171).

Note 11 • Liste des filiales et participations

(en milliers d'euros) Sociétés ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres hors capital	Quote- part de capital détenue (en %)	Valeur comptable		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Filiales (50 % au moins du capital détenu)										
Intex Participations 1, cours Antoine Guichard 42008 St Etienne Cedex	1	(3)	100,00	1	-	-	-	-	-	-
Intexa Patrimoine 1, cours Antoine Guichard 42008 St Etienne Cedex	1	(903)	99,90	1	1	-	-	281	(904)	107

5.4. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux actionnaires de la société Intexa,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 29 avril 2025

DELOITTE & ASSOCIES
Stéphane RIMBEUF

KPMG S.A.
Sandrine GEORGES DEGERINE

6. Attestation du responsable du rapport financier annuel

Responsable du Rapport financier annuel

Stéphanie ZOLELIO-ROUX, Président-Directeur général

Attestation du responsable du Rapport financier annuel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Saint-Étienne, le 30 avril 2025

Stéphanie ZOLELIO-ROUX
Président-Directeur général

Nom de l'entité présentant les états financiers	Intexa
Adresse de l'entité	1, Cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Étienne
Forme juridique de l'entité	Société anonyme
Pays de constitution	France
Adresse du siège social de l'entité	1, Cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Étienne
Établissement principal	1, Cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Étienne
Description des opérations de l'entité et de ses principales activités	Le groupe Intexa exploite une centrale photovoltaïque de 405 kWc installée sur la toiture du Centre commercial de Saint-André-de-Cubzac en Gironde, livrée et en exploitation depuis le 18 septembre 2011.
Nom de l'entité mère	Casino, Guichard-Perrachon
Nom de la société tête de groupe	France Retail Holdings S.à r.l.